

Lord Castlereagh

Par Jean-Baptiste Capefigue

Source : Les Diplomates Européens par M Capefigue, tome II Bruxelles Société Belge de Librairie 1844 (Extraits consacrés à la lutte de Lord Castlereagh contre Napoléon)

... Lorsque Pitt, le maître de Castlereagh et Canning mourut, le coeur brisé par la victoire d'Austerlitz, la couronne crut indispensable, pour amener la paix avec la France, d'appeler aux affaires MM. Fox et Grenville, c'est-à-dire les chefs du parti whig; Comme de raison, Canning et Castlereagh furent les adversaires les plus hostiles du cabinet Fox.

Le ministère Grey et Grenville dura seulement quelques mois après la mort de Fox, car les questions du continent prenaient une attitude trop dessinée pour que les whigs pussent les diriger. Fox voulait une paix avec la France, espèce de trêves bâtarde que Addington avait essayées dans le traité d'Amiens : est-ce qu'il y avait possibilité d'un traité entre deux puissances aussi fières, aussi fortes, que Napoléon et l'aristocratie anglaise? Il fallait la chute irrévocable de l'un ou de l'autre. Austerlitz avait créé un ministère Fox, le réveil de la Prusse amena la chute des whigs; et lord Portland, du parti tory mitoyen, prit la direction pénible des affaires de la Grande-Bretagne; il dut naturellement s'adjoindre les deux adversaires les plus fermes, les plus invariables de l'administration précédente : lord Castlereagh et M. Canning' caractères et talents si distincts. Castlereagh rentra dans le département de la guerre, dont il connaissait parfaitement le personnel ; Canning eut les affaires étrangères, comme l'élève chéri de Pitt et l'héritier de ses doctrines.

Dès lors, il ne s'agit plus d'une paix avec la France, mais d'une guerre violente, acharnée contre Napoléon, parvenu à l'apogée de la gloire; et, dans cette ligne, la fermeté de lord Castlereagh fut invariable. Sa préoccupation fut de trouver, sur ce continent abaissé par l'épée de l'empereur, des ferments de guerre, des mobiles intimes pour soulever les gouvernements et les peuples, si profondément abîmés devant un pouvoir gigantesque. L'influence française s'étendait depuis Cadix jusqu'à Hambourg, et d'Anvers à Trieste: l'Autriche était en paix depuis la triste défaite d'Austerlitz; la Prusse, un moment soulevée, avait fléchi tristement sous le joug; l'Allemagne subissait la confédération du Rhin; la Suisse, la médiation dominatrice de l'empire français; l'Italie formait une vassalité sous la couronne de fer; à Tilsitt, la Russie et la France s'étaient tendu la main; les deux empereurs devaient même se voir à Erfurth, pour cimenter les principes d'alliance projetés à Tilsitt, et se partager le monde.

L'Angleterre restait donc seule, isolée, dans la lutte violemment engagée contre Napoléon. Pénétré des doctrines de Pitt, lord Castlereagh repoussa impérieusement toute tentative de paix avec une puissance si absorbante et qui voulait demeurer telle. Lord Portland avait de la témérité, un certain caractère chevaleresque qui le faisait s'engager fièrement dans la lutte, et la liaison nouvelle de lord Castlereagh avec le duc de Wellington lui donnait une sorte de prépondérance sur le parti tory, ce qui blessait la vanité de Canning. Comme tous les parleurs politiques, Canning visait à la domination ; parce qu'il citait avec bonheur quelques vers classiques, appris aux universités d'Oxford et de Cambridge, il se croyait appelé à un rôle supérieur à celui de lord Castlereagh, à la parole lente et difficile. Cette jalousie ; grandit encore à la suite de l'expédition brillante contre Copenhague, où celui-ci avait déployé un talent réel comme ministre de la guerre : la combinaison réussit complètement; la flotte danoise fut au pouvoir des Anglais. L'opposition dit bien que c'était un acte inique, contraire à tous les principes du droit des gens; mais n'était-il pas d'une absolue nécessité pour la Grande-Bretagne d'empêcher la réunion de l'escadre danoise à la flotte d'Anvers? La tiède neutralité du Danemark n'était pas une garantie suffisante pour l'Angleterre, il fallait forcer cette cour à se prononcer, ou détruire une marine trop voisine du formidable arsenal de Napoléon. M. Canning en prit de la jalousie contre son collègue du cabinet : il se posait en première ligne depuis M. Pitt, et il ne souffrait pas

qu'un autre partageât sa renommée. Bientôt cette inimitié éclata d'une manière plus profonde, plus solennelle.

L'active diplomatie de l'Angleterre sur le continent avait réveillé les craintes de l'Autriche sur les résultats probables d'une guerre; l'entrevue d'Erfurth détermina le cabinet de Vienne à prendre les armes contre Napoléon : aussitôt l'Angleterre contracta une alliance offensive et défensive avec l'Autriche, appuyée sur des subsides. On savait aussi que depuis la guerre d'Espagne de grands mécontentements existaient dans l'empire français contre l'ambition insatiable de Bonaparte; plusieurs ministres, tels que Fouché et M. de Talleyrand, prévoyaient les chances possibles de la mort ou d'un renversement de l'empereur. Quand des généraux comme Bernadotte étaient en disgrâce, ou pouvait bien supposer qu'au cas possible de la mort de Napoléon, ou bien d'une révolte militaire, ce vaste empire formé par un seul homme tomberait en décadence et en pleine dissolution. Le plan de l'Angleterre fut dès lors formulé sur ces bases: en même temps que l'Autriche prendrait l'initiative de la guerre par un immense déploiement de forces, on débarquerait un corps anglais en Hollande, afin d'entraîner un rapide soulèvement populaire. Ce qui importait spécialement à lord Castlereagh, c'était de détruire l'arsenal et la flotte d'Anvers, comme on avait naguère capturé la flotte danoise. Castlereagh, en sa qualité de ministre de la guerre, fit donc d'immenses préparatifs destinés à l'expédition de Walcheren. Faut-il le dire? ici commence la trahison de M. Canning, par rapport à son pays, par rapport à son collègue; il est incontestable que M. Canning fournit des renseignements à Fouché pour l'instruire des desseins de lord Castlereagh; lorsque la jalousie vient au coeur, elle n'écoute rien, Et quant à ce qui touche son collègue, Canning engagea lord Portland à se débarrasser de lord Castlereagh comme d'une tête dure, inflexible, incapable de conduire le département de la guerre, ou de diriger et de soutenir un débat. Au parlement, M. Canning voulait dominer le parti tory, et lord Castlereagh était un obstacle à ce dessein d'ambition.

L'expédition de Walcheren échoua; les explications durent suivre entre les deux collègues. Dans les catastrophes il y a toujours des paroles amères, parce que nul ne veut en supporter les conséquences. Un mouvement d'opinion se souleva contre Castlereagh, annoncé comme un ministre incapable par les whigs: comment se faisait-il qu'une belle armée anglaise était venue s'engloutir dans les misères et dans les maladies? Lord Castlereagh dut se justifier, et comme l'orage grondait avec violence, il lui fut désormais impossible de garder un portefeuille; mais sa lettre, vive, colère, irritée, accusa hautement Canning, si ce n'est de trahison, au moins de menées sourdes, déloyales, qui avaient amené les désastres. Canning répondit, d'une façon embarrassée, par des détails sur les retards que le départ des troupes avait éprouvés, sur la fausse direction des dépêches; il ne fut incisif et ardent que dans les récriminations personnelles contre Castlereagh ; et celui-ci, fier et hautain, provoqua son adversaire en duel. Il revenait à la première et poétique manière de son existence, aux souvenirs de sa vie de jeune homme si excentrique sur les bords du lac de Foyle; là aussi il avait eu un duel à la mode des Scandinaves. Ministre sérieux et réfléchi, il crut que dans les questions personnelles il n'y avait d'autre moyen de finir une rivalité que par un duel d'homme à homme. Canning et Castlereagh se battirent au pistolet. En Angleterre on meurt pour une idée, pour un système; tous deux braves ne reculèrent pas devant une rencontre. Castlereagh fut plus heureux, et Canning tomba grièvement blessé. Néanmoins, la démission du ministre secrétaire d'État fut acceptée; Canning demeura maître de son portefeuille, et lord Portland continua ce système mitoyen qui avait amené la rupture entre ses deux collègues.

Telle est quelquefois la situation des partis et des affaires, qu'en dehors d'un cabinet on a souvent plus d'importance que dans un ministère. Or, l'altitude ferme, inflexible, de lord Castlereagh, dans ses haines implacables contre la France, lui assurèrent cette domination au sein du parti tory, que Canning espérait en vain. Les Wellesley, alors si puissants par le duc de Wellington, lui firent partager leur crédit, et Castlereagh suivit dans le parlement cette conduite d'énergie politique qui prépare la chute de toute idée mitoyenne. Le ministère de lord Portland et de Canning avait encore fait quelques démarches pour la paix avec Bonaparte; Castlereagh s'y opposa constamment. D'accord avec les ministres chaque fois qu'il s'agissait de mesures répressives ou d'un mouvement d'opinion favorable aux conservateurs, il les combattit quand, oubliant ce rôle, les ministres faisaient des concessions au whiggisme ou à l'idée de paix; il grandit toujours par cette conduite habile, et lorsque la mort fatale de M. Perceval amena la dissolution du ministère, le parti tory représenta lord Castlereagh pour le poste de ministre des affaires étrangères, à la place de M. Canning.

La situation de l'Europe imposait alors à l'Angleterre un rôle dessiné et constamment énergique. Sans que la guerre fût prête à se réveiller sur le continent, il y avait partout des éléments d'une conflagration universelle; l'Espagne avait donné le signal de l'indépendance, et les armées anglaises s'y déployaient depuis Lisbonne jusqu'à Cadix. Immédiatement après son arrivée aux affaires étrangères, lord Castlereagh eut à s'expliquer sur la question de paix et de guerre avec la France. A la veille de se jeter dans son expédition de Russie, Bonaparte, afin de constater son désir pacifique, et comme un leurre jeté à l'opinion, fit écrire par M. Maret à lord Castlereagh, pour lui proposer, disait-il, la paix à des conditions simples qui se traduisaient par les points suivants : A Naples et à Madrid, la dynastie actuelle; en Portugal et en Sicile, également la dynastie

régnante (sans autre explication). Engagé fortement avec la Russie, lord Castlereagh n'avait aucune envie de traiter, et ce fut sans doute une raillerie de sa part de poser à M. Maret la question suivante: « Avant tout, il est besoin de savoir de quelle dynastie il s'agit, en Espagne, est-ce de Ferdinand VII ou de Joseph Bonaparte? A Naples, est-ce la maison de Bourbon ou Murat, qui est la dynastie actuelle? » Et comme M. Maret répondit qu'il s'agissait de Sa Majesté don Joseph et de Sa Majesté Joachim, lord Castlereagh déclara avec un juste orgueil que toute démarche ultérieure était inutile, parce qu'il ne s'agissait pas de ces usurpateurs, mais bien des rois légitimes d'Espagne et de Naples, avec lesquels seuls la Grande-Bretagne était en rapport.

La politique de l'Angleterre prenait donc une attitude plus ferme par l'avènement du chef du torysme actif sur toutes les relations de l'Europe. Quand Bonaparte développa son aventureuse expédition contre la Russie, lord Castlereagh porta son attention la plus vive, la plus réfléchie sur la Porte et la Suède, qui pouvaient agir si puissamment. Le caractère brusque, impératif de Bonaparte avait fait échouer les négociations pitoyablement engagées par les agents de M. Maret; lord Castlereagh, plus heureux et plus habile, alla droit à son but vis-à-vis de Bernadotte et de la Porte; il savait le prince royal de Suède mécontent de la hauteur de Bonaparte, il lui proposa des subsides pour garder une exacte neutralité, en se réservant toutes les chances de l'avenir. Dans ses rapports avec l'Europe, la diplomatie anglaise fut encore plus habile en préparant la paix de Bukarest, qui laissait au czar Alexandre toutes ses forces disponibles. C'était admirablement attaquer la puissance de Napoléon que de lui enlever des alliances nécessaires en assurant une double force à son ennemi. La paix de Bukarest donna au czar toute liberté de déployer cette armée qui vint prendre Napoléon par son flanc, et l'enserrer dans ses vastes replis. La neutralité de la Suède permit à la Russie la disposition de ses forces par Riga, circonstance qui aida plus qu'on ne croit la défection de la Prusse en 1815.

L'active capacité de lord Castlereagh, cette énergie d'unité qui domine son caractère, se manifeste surtout dans le mouvement européen qui prépara la chute de Napoléon. En 1815, le continent entier est rempli d'agents anglais; ils sont partout, à Vienne, à Berlin, à Stockholm et jusque dans les sociétés secrètes d'Allemagne; les tories s'aperçoivent que le moment est venu d'agir avec vigueur et d'en finir avec la puissance qui les a si longtemps menacés. Jamais le parlement ne représenta un spectacle plus animé, plus national, un dévouement plus unanime pour la cause de la vieille aristocratie anglaise; nul sacrifice ne coûta; les subsides furent accordés à pleines mains. Les désastres de Moscou avaient enflammé toutes les âmes. Avec ce mot magique de délivrance, on réalisa la pensée la plus hostile contre Napoléon; des traités d'alliance et de subsides furent conclus par lord Castlereagh avec presque toutes les puissances, et afin de personifier plus complètement son système, le ministre désigna son propre frère, sir Charles Stewart, avec une mission spéciale auprès de la Prusse et de la Suède. Sir Charles Stewart, aujourd'hui marquis de Londonderry, nommé commissaire près les armées anglaises, a publié lui-même ses dépêches, adressées à celui qu'il appelle son illustre frère. Les commissaires anglais, tous avec des missions de guerre et de politique, sont à la fois militaires, agents négociateurs et commandants d'armées. Il faut lire dans ces dépêches les pénibles efforts de sir Charles Stewart pour amener un peu d'unité dans les camps de la coalition. Comme l'Angleterre payait de droite et de gauche les armées avec une indicible libéralité, elle voulait conserver la direction politique des événements; et comme cette suprématie trouvait des obstacles dans les calculs et l'amour-propre, il fallait perpétuellement discuter avec les généraux en chef et le gouvernement. Jeune encore, sir Charles Stewart à l'esprit ardent un peu fier de sa naissance, avait à négocier surtout avec Bernadotte, qui à travers sa fausse position conservait une certaine dignité personnelle. De là, cette incessante dissidence d'opinions, ces querelles même qui amenèrent souvent l'intervention politique et modérée du commissaire russe, le général comte Pozzo di Borgo. Sir Charles Stewart ayant conçu des défiances contre Bernadotte, sans doute avec raison, le suivait de près; et sa haute position de frère et d'homme de confiance du premier ministre anglais, lui créait une supériorité incontestée dans toutes les négociations. L'attitude de l'Angleterre alors était si fière! je ne sache pas d'époque, dans l'histoire des empires, plus magnifique d'énergie que celle de l'Angleterre depuis 1792 jusqu'en 1814, et cette énergie prépara le réveil de l'Europe contre Napoléon! Castlereagh en fut l'âme, car les éléments dont se composaient alors le ministère anglais s'étaient assouplis sous sa main: quand il y a un caractère de force quelque part, tout ploie sous son influence, car il faut bien que la supériorité se proclame. Lord Liverpool était sans doute un homme considérable, et il tenait officiellement la première place dans le cabinet; mais Castlereagh, au moment où l'Europe se réveillait, donna une si vigoureuse impulsion à la diplomatie anglaise, que bientôt elle domina le monde. Or, voici quelle fut son immense tâche.

L'Europe, avec sa pensée dominante d'agir contre Bonaparte, n'avait ni argent ni crédit, à ce point que la Prusse, par exemple, ne pouvait disposer d'un million de florins; l'Angleterre non seulement fournit des subsides, mais encore des moyens d'emprunts: elle cautionna la Prusse, l'Autriche, la Suède, la Russie, prenant sur elle-même le crédit du monde. Ces subsides, elle ne les payait pas toujours en argent, elle envoyait des armes, des habits, des munitions; et cet effort extraordinaire employait ses machines, faisait travailler ses ouvriers et donnait à sa navigation un mouvement immense. Sa libéralité inépuisable imposait

en échange l'abaissement des tarifs, la libre entrée de ses marchandises, regagnant ainsi les avances qu'elle faisait. Pour s'en convaincre, il faut consulter le cours du change, presque toujours favorable à Londres : c'est-à-dire, que tout en ayant l'air de fournir de l'argent, il ne s'agissait que d'un simple revirement de fonds; Hambourg, Francfort, Vienne, Berlin, devaient à Londres, et l'emprunt se compensait; prodigieuse force du principe commercial, magnifique puissance d'un État aristocratique dirigé par l'intelligence !

Le principal but que se proposait lord Castlereagh, c'était d'amener l'unité persévérante dans la coalition européenne: pensée de M. Pitt et labeur de sa vie; l'homme d'État avait échoué tant de fois dans son oeuvre ! La faiblesse de l'Europe contre Bonaparte résultait toujours de ses divisions, de ses luttes d'intérêts, et de la séparation des cabinets les uns des autres : il fallait donc les réunir dans une cause commune, et ce n'était pas la tâche la moins difficile. Si on pouvait compter sur la Russie fermement décidée à aller jusqu'au bout contre Napoléon, si l'esprit national se manifestait dans la Prusse pour activer la chute de l'empire, trouverait-on le même concours, le même dévouement absolu de la part de l'Autriche et de la Suède sous Bernadotte? Que d'obstacles et d'oppositions lord Castlereagh n'eut-il pas à surmonter durant cette année 1815, au moment de l'armistice de Plesswitz et du congrès de Prague! A chaque instant c'étaient des discussions nouvelles, et la coalition était toujours prête à se dissoudre par la tendance égoïste des intérêts privés; quant à lui, il n'avait qu'une seule idée, qu'une préoccupation unique : la chute de Napoléon, la dissolution de l'empire français, et nul ne sait la puissance d'un homme qui vit avec une pensée et la poursuit jusqu'au bout. C'est cette pensée absorbante de lord Castlereagh qui amena la dissolution du congrès de Prague: il enlaça M. de Metternich d'une manière plus ferme dans la coalition ; il fut comme le chasseur intrépide qui sonne l'hallali, à la poursuite du glorieux cerf aux abois.

Le plan si vaste de lord Castlereagh reposait sur deux combinaisons : énergie des gouvernements pour activer la marche des armées, soulèvement des populations pour seconder l'action des cabinets. L'impulsion de guerre venait de la Russie: il la laissa marcher et se développer, car cette grande puissance entraînait avec elle-même la Prusse et l'Autriche, et cet effort était suffisant pour la délivrance de l'Allemagne. Au nord maintenant, il faut pousser la Suède à se montrer sur le champ de bataille, et, avec elle, le Danemark et la Hollande. C'est donc vers ce point que tous les efforts se portent, et de là la mission de sir Ch. Stewart et du colonel Craham. Un soulèvement sera facile pour les populations belges et hollandaises opprimées, et la maison d'Orange sera restaurée par un mouvement populaire. Au midi, les armées se développent par le Portugal et l'Espagne, elle prend la France par ses deux points extrêmes. C'est sa politique de tous les siècles : il lui faut une influence en Portugal, en Espagne, en Belgique; par ce moyen elle empêche la France de se mouvoir dans sa sphère commerciale et diplomatique. Les hommes d'État, en Angleterre, dans quelque situation qu'ils soient placés, ne perdent jamais de vue les traditions héréditaires de la diplomatie; un plan se transmet à travers les générations, ainsi que dans notre monarchie, en d'autres temps, sous les rois et les grands ministres. Là, rien ne s'improvise; comme tout vient de loin, tout va loin, et l'on trouve l'Angleterre au dix-neuvième siècle avec les mêmes desseins qu'au seizième.

Cependant la tâche de lord Castlereagh devenait d'autant plus difficile, qu'à mesure que les armées alliées s'approchaient de la France, les intérêts devenaient plus personnels et plus divisés : l'Autriche voudrait-elle renverser Bonaparte et l'empereur François II sacrifierait-il son gendre? La Russie allait-elle consentir à l'agrandissement de la Prusse et de l'Autriche, dans des proportions considérables? Et en tout cela quelles seraient les compensations de l'Angleterre? Telles étaient les difficultés qui à chaque pas s'élevaient, depuis que les armées de la coalition avaient salué le Rhin. Alors, et pour sonder les dispositions du ministre anglais, le comte Pozzo di Borgo fut envoyé à Londres, avec le dessein fixe d'entraîner lord Castlereagh sur le continent: sa présence y devenait indispensable dans ce heurtement de pensées et pour les concilier toutes. L'Angleterre seule pouvait resserrer ce faisceau de tant de forces prêt à se dissoudre. Lord Castlereagh vint sur le Rhin pour s'aboucher avec les lords Aberdeen, Cathcart et sir Ch. Stewart, son frère ; dès lors la légation anglaise fut complète et prépondérante. L'intervention de lord Castlereagh sur le continent, je le répète, était nécessaire pour fortifier les liens de cohésion entre les divers cabinets, et surtout pour faire dominer cette pensée: qu'il n'y avait aucun traité possible avec Napoléon. Dans les conférences du prince de Metternich avec M. de Saint-Aignan à Francfort, la légation anglaise avait remarqué une certaine tendance des alliés vers une solution pacifique, qui laisserait à la France les frontières du Rhin, et par conséquent la Belgique : abandonner Anvers à la France, jamais l'Angleterre ne l'aurait souffert; elle qui convoitait depuis de longues années la flotte, et le grand arsenal! Combien d'expéditions n'avait-elle pas entreprises dans ce but !

L'opinion de Castlereagh fut donc inflexible : la France devait être réduite à ses anciennes limites, et de là naquit pour lui la conviction profonde qu'avec les anciennes frontières il fallait l'ancienne dynastie. Ce n'était pas que lord Castlereagh eut pris des engagements avec la maison de Bourbon : le parti tory pouvait voir la restauration de LouisXVIII comme une solution souhaitable dans le bouleversement de l'Europe, mais il n'en faisait pas une condition nécessaire de la paix générale; l'intérêt égoïstement anglais le dominait trop. Cette conviction se révèle, dans la correspondance de lord Castlereagh avec les princes français réfugiés en

Angleterre : s'il peut insinuer à M le comte d'Artois et au duc d'Angoulême de se rendre sur le continent, il n'approuve pas officiellement leur conduite; il se garde de poser la restauration comme une condition absolue du rétablissement de la paix. Ceci explique la conduite du duc de Wellington après le passage des Pyrénées : il tolère la présence du duc d'Angoulême au midi; mais le drapeau blanc ne sera pas encore arboré, car lord Castlereagh s'est complètement engagé dans les négociations de Châtillon.

Dans ces conférences si fatales pour nous, la prépondérance du ministre anglais se manifeste à son plus haut degré. Comme l'Angleterre dispose des subsides, elle demeure pour ainsi dire maîtresse du mouvement des alliés, et souvent lord Castlereagh parle et décide en maître. Aux premières hésitations de l'Autriche, le ministre déclare que l'Angleterre ne garantira plus les emprunts faits par le cabinet de Vienne, s'il traite séparément; et il est secondé dans son dessein d'unité contre Bonaparte par le général Pozzo di Borgo qui ne l'a point quitté depuis son voyage de Londres. D'ailleurs, l'esprit de lord Castlereagh, inflexiblement logique, ne croyait pas possible à ce moment de traiter avec Bonaparte. Pouvait-on se reposer tant qu'il aurait la couronne au front? N'était-ce pas une lutte incessante et répétée? Aussi la maxime du parti tory, « l'ancien territoire avec l'ancienne dynastie » formait-elle sa conviction d'homme d'État.

Durant les conférences de Châtillon, Castlereagh, sans caractère diplomatique reconnu, domina néanmoins toutes les résolutions du congrès; il fut le principal auteur du traité de Chaumont qui plaça la direction militaire de la campagne sous l'influence anglaise, unique exemple du pouvoir que peut exercer un gouvernement commercial et financier sur la force des armes. L'Angleterre n'avait presque pas de soldats à elle, et remuant un million d'hommes par la seule action de ses subsides, elle les façonnait et les dirigeait dans son intérêt national et exclusif. Là, il fut admis en principe que la France serait réduite à ses anciennes limites; et le but de l'Angleterre se réalisa, car Anvers nous fut arraché: son vaste arsenal cessa d'être menaçant, et la flotte même dut être partagée. On peut dire que le traité de Paris en 1814 conséquence de la convention de Châtillon, fut en quelque sorte l'accomplissement de la pensée du torysme, à savoir: reconstruction de la maison d'Orange, avec un territoire s'étendant jusqu'à nos frontières; la Prusse forte et agrandie; l'Autriche prépondérante pour le midi de l'Allemagne, et toutes deux barrières opposées à la Russie; puis, au-dessus de tout, la suprématie maritime et commerciale de l'Angleterre, à ce point que, dans les conventions secrètes de 1814, lord Castlereagh exigea impérativement la rupture du pacte de famille entre les diverses branches de la maison de Bourbon, dans le dessein d'assurer sa domination sur l'Espagne comme sur la Hollande.

Il semble qu'après cette pénible et inflexible lutte contre Bonaparte, lord Castlereagh pouvait enfin se reposer en pleine sécurité; il n'en fut rien: car à peine l'immense colosse était-il brisé, que des dissensions intestines s'élevèrent au milieu de cette coalition qui avait remué le monde. A Vienne, ces intérêts s'agitèrent sourdement : les questions de la Saxe, de la Pologne, de l'Italie, vinrent profondément inquiéter lord Castlereagh. Certes, durant la longue période de la révolution française, l'Angleterre avait joué le rôle principal, et sa seule persévérance avait sauvé le continent d'une oppression universelle; mais en diplomatie comme en politique, il s'agit moins des services anciens que des situations nouvelles; l'Angleterre s'était trop mêlée des intérêts continentaux pour ne pas s'en inquiéter encore, et quand il s'agit de la Pologne, lord Castlereagh, se trouvant en opposition avec le cabinet de Pétersbourg, ne se contenta pas dans l'expression de ses mécontentements sur la suzeraineté polonaise que voulait se réserver l'empereur Alexandre. Nul ne possédait mieux que lord Castlereagh la fermeté de caractère sous les formes les plus polies, condition d'un véritable gentleman; il fut admirable de tenue, et l'on peut dire de noblesse dans ses conférences intimes avec Alexandre, au milieu des splendides salons de Vienne....

...Toutefois, lord Castlereagh n'était pas content de la tendance spécialement russe du congrès; il avait profondément étudié le caractère d'Alexandre, et il ne lui échappait pas qu'à travers ce mysticisme religieux qui se développait sous le charme de Mme Krudner, il y avait des pensées vastes, des ambitions infinies. Placé à ce point de vue, il avait naturellement conclu que si la politique anglaise avait sauvé le continent de la puissance absorbante de Bonaparte, il fallait aujourd'hui prévenir un nouveau danger et empêcher l'influence trop absolue de la Russie sur les destinées du monde, afin qu'échappant ainsi à un péril, on ne se trouvât pas jeté dans un autre. Ce sentiment commun rapprocha lord Castlereagh, M. de Metternich et M. de Talleyrand, tous également convaincus que ce n'était pas trop de l'union des trois grandes souverainetés pour s'opposer aux projets de la Russie. Les mécontentements grandirent tellement pendant les derniers temps du congrès, que les trois plénipotentiaires signèrent le traité d'alliance du mois de février 1815, pour prévenir toutes les éventualités sur la Saxe et la Pologne. Ainsi lord Castlereagh, qui avait été le ciment de la coalition, la main puissante qui l'avait conduite, contribuait en ce moment à la diviser, car le danger commun était passé.

Ce danger vint se manifester de nouveau quand on apprit le débarquement de Napoléon et sa marche sur Paris. Lord Castlereagh n'hésita pas à se replacer à la tête de la coalition. Bonaparte, pour l'Europe, c'était

l'ennemi implacable! Opposé en 1814 à ce qu'on lui assurât la souveraineté de l'île d'Elbe, lord Castlereagh, abandonnant tous ses griefs européens, ne vit plus que la nécessité de réformer une grande confédération pour marcher contre l'homme qu'on mettait au ban des couronnes. Il fut dit à cette époque que l'Angleterre avait favorisé le retour de l'île d'Elbe, afin d'abaisser de nouveau la France et de lui imposer de plus dures conditions; en pleine séance du parlement lord Castlereagh eut même à s'en expliquer en demandant les subsides, et, il n'eut besoin que de répondre : « que c'était contre son gré qu'une souveraineté avait été donnée à Bonaparte, mais qu'une fois reconnu souverain indépendant, nul n'avait eu le droit de veiller sur les actes et les démarches de Napoléon. » A cette époque, lord Castlereagh et le duc de Wellington se partagèrent les rôles : l'un dirigeait les débats du parlement, l'autre organisait l'armée. Il fallut encore d'immenses subsides pour soulever de nouveau la coalition, et faire mouvoir un million d'hommes contre le glorieux aventurier qui en une seule enjambée, arrivait du golfe Juan à Paris. lord Castlereagh avait voué une haine implacable à toutes ces dynasties ridicules qui s'abritaient sous le manteau de Bonaparte; et il révéla au parlement les correspondances de Murat avec l'empereur, voulant ainsi préparer la chute de ce roi de mélodrame, qui paraissait au milieu des lazzaroni, au palais de Portici ou à la villa Reale. Dans les séances orageuses des chambres, lord Castlereagh déploya toujours cette ténacité de principes, cette fermeté de volonté, qui l'avaient soutenu pendant la crise de la période impériale. Il puisait même dans cette situation l'orgueil d'un homme d'État qui a réalisé une grande chose pour son pays : la suprématie était désormais à l'Angleterre, aucune nation ne pouvait lui disputer le sceptre des mers; les Américains, un moment en guerre avec elle, venaient de conclure la paix, et toutes ces causes triplaient la puissance de la nation anglaise.

Dans la lutte que lord Castlereagh engage hardiment contre le géant qui s'élançait de Notre-Dame sur la frontière belge, il ne se préoccupe que d'un seul dessein : en 1814, il a fait quelques concessions à la France, il a cru tout finir en lui assurant ses anciennes limites, agrandies de la Savoie et du comtat Venaissin sous sa vieille dynastie, et il s'aperçoit que cette oeuvre est tombée; il en conclut que cette puissance de la France est encore trop grande, trop dominatrice sur le continent, et afin de s'assurer les applaudissements de l'Allemagne, l'appui de la Prusse, il entre sans hésiter dans toutes les haines que la Germanie nous a vouées. Waterloo a mis la France sous la direction spéciale des Anglais et des Prussiens, en dehors de l'influence russe; dès lors la pensée de lord Castlereagh peut éclater, et son système recevoir sa pleine exécution. Tout entier lié de principes avec le duc de Wellington, il lui communique ses vues sur l'avenir de la France : il faut d'abord que le système ministériel soit purement anglais; d'intelligence avec M. de Talleyrand à Vienne, ce sera lui qui sera premier ministre; les tories n'aiment pas les révolutionnaires français; mais comme ceux-ci s'adressent les mains jointes aux Anglais, comme les patriotes sous l'égide de Fouché et de la chambre des représentants s'agenouillent devant le duc de Wellington même pour obtenir un prince étranger, Fouché sera imposé au ministère avec M. de Talleyrand.

Ceci n'est encore que la première partie du système. Lord Castlereagh s'est aperçu que la force matérielle de la France est trop considérable dans la balance de l'Europe; la Belgique n'est pas assez couverte; il faut adopter une autre ligne de frontières pour prévenir toute irruption sur ce point. Comme l'Angleterre veut s'assurer l'opinion allemande, lord Castlereagh appuiera au besoin la cession de l'Alsace et de la Lorraine à la confédération germanique. De là ces notes de l'Angleterre si inflexibles, et la nécessité pour la France de recourir à l'empereur Alexandre afin d'obtenir de meilleures conditions après ses immenses malheurs.

A l'égard de Bonaparte, lord Castlereagh développa la ténacité de son caractère. En 1814, il avait repoussé la pensée d'une souveraineté indépendante à l'île d'Elbe; aujourd'hui, ce même Bonaparte est dans ses mains. Ce ne fut pas un mouvement libre, spontané, comme l'a dit l'histoire vulgaire, qui entraîna Napoléon, après son départ de Rochefort, à venir se placer sous la générosité de la protection britannique. Bonaparte savait trop bien qu'il y avait là un caractère impitoyable et une nation irritée contre lui. Quand il vint à bord du vaisseau de guerre anglais, c'est qu'il ne pouvait plus échapper aux croisières : autour de lui étaient mille navires, et les marins peut-être lui auraient fait un mauvais parti en souvenir du supplice du capitaine Wright mort si étrangement au Temple. Sa lettre au prince régent ne fut qu'une manière d'échapper à sa destinée, en se posant comme un homme libre, lorsque, quelques heures plus tard, il n'est plus été qu'un prisonnier de guerre. Une fois Bonaparte embarqué sur le Bellérophon, lord Castlereagh se hâta de communiquer la nouvelle de cette capture aux plénipotentiaires des puissances, réunis à Paris, et alors naturellement il revint à son idée, caressée en 1814, de placer Napoléon sous la garde des alliés, dans un endroit assez éloigné du continent pour que désormais l'Europe n'eût plus à redouter un coup de hardiesse de Bonaparte.....

P.S. ; lord Castlereagh se suicida le 12 août 1822 (édit.note)